



Lettre n° 182 du 14 mars 2021

Au sommaire :

- **Manœuvres politiciennes sur fond de pandémie et de régression sociale. Contre le bloc réactionnaire, nos mobilisations, notre indépendance de classe** - *Galia Trépère*
- **Le capitalisme sénile frappé par la pandémie rentre-t-il en phase terminale, transition vers une période de transformation révolutionnaire ?** - *Yvan Lemaitre*

Manœuvres politiciennes sur fond de pandémie et de régression sociale. Contre le bloc réactionnaire, nos mobilisations, notre indépendance de classe

Il ne se passe pas un jour sans que le pouvoir et ses alliés, leurs rivaux de droite et d'extrême droite, les médias aux ordres n'égrènent leur chapelet de propagande réactionnaire, cherchant à étouffer sans y réussir la contestation de la politique du gouvernement et de l'ordre social qu'il protège. Les 7, 8 et 9 mars, presque rien n'a transpiré sur les chaînes TV -et peu dans la presse écrite- de la mobilisation des femmes pour leurs droits et contre le patriarcat, de leur grève et de leurs manifestations, plutôt exceptionnelles en pleine journée le 8 mars, un jour de semaine. Sans doute les ministres et le gratin de la prétendue élite intellectuelle, directement incriminés comme Darmanin accusé de viol et Duhamel d'inceste, ou simplement soutiens par défaut d'un ordre machiste et sexiste qui juge normal par exemple que dans les grandes écoles, type HEC, EDHEC ou ESSEC on élise la « *pute du mois* » ou la « *salope de la promo* », craignent-ils d'être atteints à leur tour par de nouvelles révélations et usent de leur pouvoir pour tenter de faire taire la contestation et la révolte.

La campagne réactionnaire bat son plein...

La campagne contre « l'islamo-gauchisme » continue de plus belle, en se saisissant de l'affaire de l'IEP de Grenoble. Les étudiants qui ont « affiché » à l'entrée de l'institut les noms de deux professeurs pour « islamophobie » sont dénoncés, violemment et en boucle, par la plupart des médias qui n'ont même pas fait état des propos réellement discriminatoires à l'égard de la religion musulmane des deux professeurs en question qui ne cachent pas, par ailleurs, leurs opinions de droite extrême comme avant eux le professeur de philosophie de Trappes, Didier Le-maire.

Quand la violence explose, sous sa forme la plus brutale, meurtrière, dans des bagarres entre bandes de jeunes ou dans le conflit entre adolescents qui a provoqué la mort

tragique d'Alisha à Argenteuil, ces drames sont autant d'occasions d'alimenter la chronique de la violence et de « l'insécurité », la perte d'autorité des parents, pour justifier des renforts d'effectifs policiers et une répression plus dure envers les jeunes. Rien n'est dit de la violence de la société, de la situation réelle de ces jeunes, l'impossibilité où ils sont de penser leur avenir, des drames du chômage, de la précarité et des conséquences des politiques de restrictions budgétaires, le tout aggravé par la crise sanitaire. Rien n'est dit non plus du maquis de l'orientation alors qu'il est impossible d'avoir une scolarité normale, du coupure de Parcoursup du fait du manque de places dans les universités, de l'insuffisance criante de personnel adulte dans les établissements scolaires et dans les quartiers, enseignants, surveillants, infirmières, animateurs et éducateurs dont on supprime des postes.

... à l'appui de leur politique de régression sociale

Le gouvernement, les responsables politiques des médias retournent les conséquences de leur politique de régression sociale contre les jeunes et leur famille comme ils osent retourner les conséquences de leur incurie face à la crise sanitaire contre les soignants sommés de se faire vacciner et plus largement contre la population chez qui ils cherchent à susciter un sentiment de culpabilité -chacun.e peut contaminer un.e proche. Ils n'ont pour ce faire pas le moindre scrupule alors que leur organisation de la campagne de vaccination tourne au fiasco avec 3 millions seulement de personnes vaccinées avec les deux doses ! C'est leur système, la folle course au profit à court terme qui est responsable de la survenue de cette épidémie, ce sont les décennies de restrictions budgétaires et de privilèges grandissants accordés aux actionnaires et dirigeants des sociétés privées qui font que le système de

santé ne peut réellement y faire face. Sanofi a pu annoncer comme une victoire les 4 milliards de dividendes distribués aux actionnaires en 2020 et comme une nécessité la suppression de 400 postes de chercheurs alors qu'il a été encore incapable à ce jour de fournir un vaccin viable ! On transfère des malades d'île de France vers d'autres régions alors qu'il n'est pas question de rouvrir comme cela avait été fait lors de la première vague les hôpitaux qu'ils continuent à vouloir fermer ni de réquisitionner des lits dans les établissements du privé.

Ils poursuivent leur offensive contre les services publics, contre les droits sociaux et démocratiques des travailleurs et de la population. La ministre du Travail, Élisabeth Borne, a annoncé que la réforme de l'assurance-chômage s'appliquerait dans sa totalité -sauf les malus pour les patrons sur les contrats courts- le 1^{er} juillet prochain. A cette date, plus de 800 000 travailleurs verront leurs indemnités baisser.

Face aux succès de la réaction, indépendance de classe et internationalisme

Quoi d'étonnant à ce que Le Pen se voit déjà remporter l'élection présidentielle, chose difficilement imaginable il y a trois mois ! Elle peut dérouler tout son programme ultra-réactionnaire dans les pas de Darmanin, Macron et de LR, contre l'immigration, le droit du sol, le port du voile et le prétendu laxisme de la justice tout en ayant l'air de s'opposer au gouvernement sur sa gestion de la crise sanitaire, la réforme de l'assurance chômage et la réforme des retraites. Le Pen se voit présidente à la tête d'un gouvernement d'union nationale dont elle connaît déjà quelques noms pour la bonne raison que cette union nationale autour d'une politique destinée à assurer les profits des groupes capitalistes et les privilèges des plus riches, à étouffer toute contestation et à tenter de diviser les travailleurs entre eux existe déjà, mise en œuvre par le bloc incarné par les Macron, Darmanin, Blanquer, Le Maire, Ciotti, Retailleau, Le Pen, Dupont-Aignan, Philippot quelles que soient leurs rivalités électorales...

Macron s'est élevé sur la ruine des partis traditionnels de gauche et de droite, du PS et de LR mais l'évolution va jusqu'au bout, le « *en même temps* » de Macron se retourne contre lui, se révèle ce qu'il est, un simple opportunisme politicien. Les derniers sondages indiquent que le Front républicain est fissuré, de plus en plus d'électeurs de droite comme de gauche n'ont pas soit la volonté de faire barrage à Le Pen, soit l'illusion qu'ils pourraient y arriver en faisant confiance à des politiciens dont ils ont déjà expérimenté la politique.

Face au bloc réactionnaire qui arme la minorité privilégiée contre les classes populaires vues par celle-ci comme des « classes dangereuses », il est illusoire de se croire protégé par une force institutionnelle, par le jeu des élections. Toutes les forces politiques qui s'inscrivent dans la gestion du capitalisme alors que celui-ci ne peut plus se survivre que par la dépossession des classes populaires et dans la République bourgeoise qui en est le cadre sont condamnées à faire la même politique, à s'aligner à plus ou moins long terme sur les exigences du capital.

Cette conscience fait son chemin, elle anime les mobilisations qui se construisent à la base, à travers les multiples coordinations, collectifs, associations, équipes syndicales combattives. Comme, avec tant d'autres, les femmes qui manifestaient le 8 mars, « *fortes, fières et en colère* », comme les intermittents du spectacle et les autres métiers de la culture qui occupent les théâtres de l'Odéon, de Pau, Marseille, Besançon en en faisant des bases d'un combat plus global contre le chômage et la précarité. Leurs actrices et acteurs, militantEs, jeunes, travailleur. ses ne comptent que sur leurs propres forces, leur organisation, leur solidarité. Il serait utile qu'elles et ils trouvent la possibilité d'exprimer une perspective révolutionnaire, socialiste, internationaliste, y compris dans les élections à venir, régionales et présidentielle. Une perspective que les organisations d'extrême gauche, en particulier LO et le NPA pourraient et devraient concrétiser dans des campagnes communes.

Galia Trépère

Le capitalisme sénile frappé par la pandémie rentre-t-il en phase terminale, transition vers une période de transformation révolutionnaire ?

La pandémie qui s'est répandue sur la planète révèle l'incurie des classes dominantes et des États qui les servent tant sur le plan sanitaire que sur le plan social ou démocratique. La propriété privée, la concurrence et les lois du marché, la course à la rentabilité financière, la domination de l'économie par des intérêts privés et les spéculations financières rendent impossible toute politique au service des intérêts et besoins collectifs.

La contradiction entre les progrès scientifiques et techniques et le capital financier se manifeste avec violence contre toute la société qu'elle entraîne dans une régression globale.

Marx écrivait en 1859 dans la préface de la *Critique de l'économie politique* : « *A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale.*¹»

1 <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1859/01/km18590100c.htm>

Dominés par les échecs du passé, nous avons bien du mal à imaginer une telle époque. Les rapports de production et les rapports de propriété « existants » semblent être depuis longtemps devenus des entraves au développement des forces productives nécessaires pour répondre aux besoins collectifs et individuels, sans que ne soit à nouveau ouverte « *une période de révolution sociale* » qui débouche sur un nouvel ordre économique et social. Les entraves étaient bien réelles mais pas au point d'empêcher le capitalisme de redémarrer après chaque crise ou révolution au point de triompher à l'échelle de la planète sans que rien ne semble, aujourd'hui, remettre en cause sa domination.

L'idée de Marx ne formulait pas un pronostic mais une compréhension des mécanismes historiques, des forces motrices de l'évolution des sociétés humaines, contradictions qui se manifestent de différentes manières, à travers des rythmes nullement écrits par avance et dont le dépassement dépend des luttes de classes fonctions elles-mêmes du degré de développement de la contradiction.

Le capitalisme a su trouver les forces de s'adapter. Cela n'infirme en rien l'assertion de Marx mais nous invite à regarder le développement actuel du capitalisme en adoptant sa méthode historique, matérialiste, pour nous interroger sur la suite. La contradiction entre le développement des forces productives et le capital a-t-elle atteint un niveau tel que le capitalisme qui semblait triomphant est condamné au déclin voire à l'effondrement, à une catastrophe sociale et écologique, ne laissant d'autre issue progressiste pour l'humanité que la voie révolutionnaire ?

Le « Troisième âge du capitalisme »

Le capitalisme n'est pas éternel, il désigne un rapport d'exploitation fondé sur le salariat qui s'est formé à travers l'histoire, les luttes de classes. Il a évolué. Ernest Mandel, économiste et dirigeant de la IV^e Internationale, parlait du « *Troisième âge du capitalisme* » dans un livre décrivant et anticipant son évolution. Ce troisième âge - après sa jeunesse, le capitalisme de libre-concurrence, puis son âge adulte, l'impérialisme - prend aujourd'hui la forme du capitalisme mondialisé, financiarisé.

Cette nouvelle phase le plus souvent désignée comme le capitalisme néolibéral, peut se définir de façon résumée comme le capitalisme au stade des multinationales, en paraphrasant Lénine qui parlait de l'impérialisme comme du capitalisme au stade des monopoles.

Michel Husson écrivait en septembre 2018 : « *L'opposition entre pays « avancés » et « émergents » est cependant une grille de lecture trompeuse. Au début du siècle, Rosa Luxemburg pouvait définir l'impérialisme comme « l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux ».* Nicolas Boukharine décrivait un « *processus de nationalisation du capital, c'est-à-dire la création de corps économiques homogènes, enfermés dans les frontières nationales et réfractaires les uns aux autres* ». Chaque pays impérialiste partait alors à la

conquête du monde, d'où la première guerre mondiale, qualifiée d'inter-impérialiste.

Mais aujourd'hui la carte des États et celle des capitaux ne coïncident plus. Il faut donc abandonner la représentation d'un face-à-face asymétrique entre pays impérialistes et pays dépendants et la remplacer par un concept d'économie mondiale structurée selon une logique de développement inégal et combiné portée par les firmes transnationales.² »

Les multinationales dont le nombre, selon la Cnuccd, a plus que doublé depuis les années 1990, et dont un noyau dur est constitué essentiellement d'une centaine de banques dont Goldman Sachs, JP Morgan Chase, Barclays, dominent l'économie mondiale.

Cette hyperconcentration est la conséquence de la logique d'un système où la concurrence aboutit à une concentration croissante des richesses et du contrôle sur les moyens de production et d'échange. La pandémie accélère cette évolution.

L'envolée des investissements directs à l'étranger (IDE), capitaux destinés à l'accroissement ou à l'acquisition de filiales, participe de la stratégie de développement des multinationales par fusion-acquisition. De 5,2 % du PIB mondial en 1982, le ratio des stocks d'IDE est passé à 34,7 % en 2016. Les fusions et rachats prévus avant la crise du covid se poursuivent voire progressent.

Les multinationales ont progressivement réorganisé la production en fonction de leurs intérêts, c'est à dire la meilleure rentabilité financière, en instituant des chaînes de valeur mondiales qui impliquent que les différentes étapes de production, de la conception d'un produit à sa livraison au consommateur final, sont effectuées dans des pays différents. Elles entraînent une fragmentation internationale de la production en fonction des progrès technologiques, des coûts, de l'accès aux ressources, aux matières premières, aux marchés.

Cette économie mondialisée ne connaît aucune autre planification que les besoins capitalistes au point que cette absence de planification se retourne contre les capitalistes eux-mêmes comme, aujourd'hui, avec la crise des semi-conducteurs qui paralyse en particulier la production automobile.

La révolution numérique marchandisée

Les idéologues de l'économie de marché prétendent que seul ce dernier serait capable d'impulser l'innovation et que c'est grâce à son prétendu dynamisme que la révolution numérique a pu s'opérer. Et de justifier la déréglementation des télécommunications, les privatisations, la mainmise du capital sur les nouvelles technologies, l'apologie des autoentrepreneurs...

En réalité la marchandisation d'Internet n'a rien de naturel. Des startups des années 90 à l'oligopole qui domine le monde numérique, il y a l'exploitation intensive des sa-

² <http://www.inprecor.fr/article-Crise-%C3%A9conomique-et-d%C3%A9sordres-mondiaux?id=2186>

lariés, la généralisation de la sous-traitance, la flexibilisation combinée à une extrême concentration, la mainmise et les spéculations du capital...

La révolution des nouvelles technologies de la communication et de l'information (NTIC) qui a dans l'évolution des techniques une place équivalente à celle l'invention de l'imprimerie est le produit de la découverte de la théorie quantique en physique et de ses applications techniques, en rien celui du capitalisme néolibéral qui l'a mise à son service et s'en est approprié les bénéfices. A travers les réseaux Internet, l'ordinateur et le téléphone portable, les liaisons satellites et des câbles sous-marins en fibre optique, s'est constitué un vaste marché et un système nerveux planétaire qui permet de transférer des ordres quasiment en temps réel et d'adapter la production au plus près du marché, permettant ainsi de fonctionner à flux tendu à la recherche constante du coût de production le plus faible.

L'ensemble est dominé par les GAFAM, plus de 83 % de la capitalisation boursière du secteur numérique mondial : Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft parmi une dizaine d'entreprises qui règnent sur le secteur. Elles sont les premiers bénéficiaires de la pandémie avec une capitalisation boursière qui explose. Le cours en Bourse des actions d'Apple a doublé en moins de six mois. Sa capitalisation boursière représente 2 000 milliards de dollars, c'est-à-dire à peu près le PIB de l'Italie, un pays de plus de 60 millions d'habitants ! Pourtant Apple sous-traite toute sa production, son principal sous-traitant Foxconn emploie 1,2 millions de salariés !

Les nouvelles technologies contre le travail

Au cours des deux dernières décennies, les technologies numériques ont été appliquées à la surveillance, la quantification, la normalisation du travail démultipliant les méfaits du taylorisme. Elles s'appliquent aujourd'hui jusque dans la santé ou l'éducation. Les données sont récoltées auprès des travailleurs et ensuite utilisées contre eux alors que le GPS permet de surveiller tous les déplacements. Une étude récente d'un centre de distribution Amazon en Californie a décrit comment, dans des installations identiques à travers le monde, le travail des employés est guidé par des scanners et des ordinateurs portatifs qui suivent, chronomètrent et guident les travailleurs vers le produit approprié.

A la faveur de l'épidémie de la Covid-19 les rapports dans le travail sont redéfinis, à l'usine comme au bureau avec la généralisation du télétravail, en salle de classe scolaire aussi comme à l'université avec l'instauration de l'enseignement-apprentissage en distanciel, dans le commerce comme dans les services avec le développement de la vente à distance.

En France, plus de 8 millions de salariés, soit 30 % de la population active, ont été mis au travail à distance. Tout semble indiquer que le télétravail est appelé à devenir la nouvelle norme dans le monde du travail, du moins dans les secteurs où le télétravail est possible.

Pour pérenniser ces mutations, les États s'attellent au démantèlement de législations du travail et, parallèlement, à l'instauration de nouvelles réglementations relatives au télétravail, en phase de généralisation dans l'ensemble des activités économiques numérisées.

Le capital n'a pas la capacité d'utiliser les progrès technologiques pour rationaliser la production, il les utilise contre les travailleurs et les populations pour accroître l'exploitation.

La mise en concurrence internationale des travailleurs et travailleuses

Le développement de la production et des échanges à l'échelle planétaire accentue la mise en concurrence des travailleurs et travailleuses dans le même temps qu'il développe le rapport d'exploitation capitaliste à un niveau jamais atteint. La classe ouvrière du XXI^{ème} siècle est une classe en pleine transformation. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), la population active mondiale a augmenté de 25% entre 2000 et 2019.³

La mise en concurrence tend à ruiner les acquis du prolétariat des vieilles puissances impérialistes.

La part du revenu du travail dans le PIB a chuté du milieu des années 1970, avec des hauts et des bas. Par conséquent, celle du capital a augmenté. À titre indicatif, la part du revenu national des 10% les plus riches a augmenté, tandis que celle des 50% les plus pauvres a diminué dans toutes les grandes économies. C'est ainsi que jusqu'au début du XXI^{ème} siècle, la bourgeoisie a pu augmenter le taux de profit par simple transfert de richesse. Les conséquences en sont une concentration de richesses immenses entre quelques mains et une aggravation inédite des inégalités.

La croissance de la production mondiale et, par conséquent, de la main-d'œuvre ouvrière, n'est pas uniformément répartie dans le monde. Alors que les pays développés produisent toujours la plus grande part de la valeur ajoutée manufacturière, les pays en développement ont augmenté leur part de 18 % en 1990 à environ 40 % en 2019, tandis que celle des pays industrialisés est passée de 79 % à 55 % dans la même période.

Ces déséquilibres, la dislocation et la dépossession produisent une population migrante, un prolétariat déraciné, tant au niveau d'un même pays, de régions qu'à l'échelle de la planète.

Un capital financier spéculatif et parasitaire ou la schizophrénie capitaliste

La financiarisation de l'économie a été le moyen pour la classe capitaliste dans sa lutte contre la baisse du taux de profit de se dégager des contraintes des États nationaux comme de la propriété privée capitaliste en transformant les moyens de production et d'échange en actifs financiers qui s'échangent en permanence sur les marchés et

³ Cité par Kim Moody : <https://alencontre.org/laune/les-mondes-du-travail-a-lechelle-planetaire-entre-accroissement-recomposition-et-rebellions.html>

les places boursières. Cette financiarisation est aussi un moyen pour le capital de s'adapter au développement des nouvelles technologies qui permettent une internationalisation croissante de la production en rupture avec le cadre des États nationaux et de la propriété privée.

Le capital financier n'est plus la simple fusion, comme l'avait décrit Hilferding et repris Lénine au début du XX^{ème} siècle, du capital industriel et du capital bancaire. Capital industriel et capital bancaire sont eux-mêmes intégrés dans un capital-argent multiforme, capital porteur d'intérêt, auquel participent les fonds spéculatifs, les grandes assurances multinationales, les fonds de pension... Il est de plus en plus détaché de la production qui, cependant, lui est entièrement soumise encore plus que par le passé. Le capital fictif ainsi que le nommait Marx devient capital spéculatif parasite qui ruine l'économie réelle, « capital toxique » selon la formule de Stavros Tombazos⁴. Les entreprises sont d'abord et avant tout des actifs financiers dont le prix ne reflète pas la valeur réelle.

La capitalisation des actions au niveau mondial vient de franchir pour la première fois les 110 000 milliards de dollars. La spéculation sur des actions en Bourse n'a que bien peu de rapports avec la valeur réelle de ces entreprises qui en constituent les mises. La capitalisation boursière de l'entreprise automobile Tesla, d'Elon Musk, dépasse celle de Toyota. Tesla n'a pourtant produit et vendu que moins de 500 000 véhicules, en 2020, alors que Toyota en a vendu plus de 10 millions. Mais pour les capitalistes en mal d'investissements Tesla qui fabrique des voitures électriques leur apparaît comme un projet pour l'avenir face à un horizon bouché pour... leurs spéculations. Du coup, ses actions s'arrachent et les cours ont augmenté en quelques mois de 950 % ! Même folle logique pour les grandes firmes de l'informatique.

Dans le jeu du grand casino financier, la grande bourgeoisie, l'oligarchie financière s'approprient et se partagent la plus-value produite à l'échelle de la planète. La spéculation ne crée aucune richesse, l'argent ne crée pas de richesse tant qu'il ne permet pas de mettre en branle le travail humain.

Les spéculateurs petits et grands sont sous l'emprise d'une illusion, un mythe, celui de l'argent magique qui aurait la capacité de créer de la richesse à partir d'elle-même, c'est-à-dire à partir de rien, aujourd'hui même pas un bout de papier, une simple impulsion électrique ! Ils intègrent dans leur propre psychologie la séparation entre la valeur d'échange des marchandises et leur valeur d'usage qui se traduit par la déconnexion de la monnaie de tout lien matériel avec la production, la spéculation contre la production de biens utiles et nécessaires. Les banquiers centraux et les gouvernements deviennent des adeptes de la théorie monétaire moderne (MMT) qui voit la réponse à l'impasse de leur système dans la capacité infinie des États à émettre de la monnaie pour financer les

dépenses publiques et surtout maintenir le capital sous perfusion pour pallier aux difficultés de sa reproduction.

L'émission de monnaie sous toutes ses formes est leur seul moyen pour éviter que le système ne s'effondre, sa drogue. Ces tombereaux de liquidité ne servent en rien les investissements productifs mais nourrissent les spéculations, gonflent la valeur des patrimoines, participant à la prolifération des milliardaires planétaires, concentrent toujours plus de richesses à un pôle, de détresse, de pauvreté, de misère à l'autre. Et laissent planer la menace d'un krach mondialisé...

« *La stagnation séculaire* » ou le capitalisme à bout de souffle

L'ensemble des moyens déployés par les multinationales et les États pour maintenir le taux de profits s'avèrent n'être que des palliatifs qui ont sauvé momentanément le système au prix de la constitution de nouveaux déséquilibres pires encore. Les soins palliatifs ont maintenu le malade en vie masquant l'aggravation de la maladie qui a connu un nouvel épisode aigu avec la crise de 2007-2008. Cette dernière a été un tournant semble-t-il irréversible au sens où les réponses apportées par les capitalistes et leurs États ont accentué tous les facteurs de crise, de parasitisme de la domination capitaliste. Dans sa préface au livre de Stavros Tombazos, *Crise mondiale et reproduction du capital*, Michel Husson écrit : « *La crise récente a été provoquée par l'implosion de tous les dispositifs mis en place (mondialisation, financiarisation, exploitation accrue, inégalités, endettement, etc...)* qui étaient nécessaires pour garantir le taux de profit en dépit des gains de productivité déclinants. » La politique des classes dominantes a généralisé l'économie de l'endettement pour alimenter les profits, une extension démesurée jusqu'à représenter quatre fois le PIB mondial, sans remédier au mal, la baisse des gains de productivité ou surtout le fossé sans cesse accentué entre la suraccumulation du capital qui devient exponentielle et le taux de profit en berne.

Il s'est accumulé des masses de capitaux parasites avides de profits qu'ils sont incapables de réaliser dans la production du fait d'une baisse des gains de productivité. La course au progrès technologique tend à réduire la part du travail vivant dans la production, tendance qui à un certain degré de développement se retourne contre le système lui-même et la reproduction du capital... La part du travail salarié qui seule produit la plus-value diminue par rapport au capital qu'il faut investir dans les machines pour faire face à la concurrence. Cela débouche sur une suraccumulation de capital incapable de générer une plus-value suffisante pour répondre aux attentes des capitalistes. Ces derniers se détournent des investissements productifs pour alimenter les spéculations et le « capital toxique ».

Le choc de la pandémie a accentué le phénomène : les gouvernements n'ont pas lésiné sur les dépenses publiques pour placer l'économie capitaliste sous perfusion en soutenant d'abord les entreprises et, avec des degrés

4 *Crise mondiale et reproduction du capital*, Stavros Tombazos, Syllepse, page 2

variables, ceux et celles qui avaient perdu leur emploi et une partie de leur revenu. Selon le FMI, les mesures de soutien budgétaire ont atteint près de 14 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale sans compter les 1 900 milliards de dollar du nouveau plan de Biden.

Les déficits budgétaires se sont envolés : 11,8 % au niveau mondial et 8,4 % dans la zone Euro.

Une telle situation où les profits sont nourris artificiellement par les États opérant un transfert de richesse au profit des classes dominantes contre les populations ne peut durer. Elle condamne le capitalisme. Ils n'ont pas de « *modèle de rechange* ».

Ils n'y font face qu'au prix d'une guerre permanente contre les salariés et les peuples en accentuant le taux d'exploitation, les inégalités, et contre la nature.

La crise pandémique va faire basculer des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté, selon la Banque mondiale, 40 à 60 millions de personnes seront jetées dans l'extrême pauvreté

En France, début février, l'INSEE annonçait que 360 500 emplois avaient déjà été détruits dans le secteur privé durant l'année 2020. Mais on sait que les aides de l'État ont retardé de nombreux dépôts de bilans et autres plans de licenciements.

Dans le même temps qu'elle épuise le travail, la mondialisation capitaliste épuise les ressources naturelles devenues objet de spéculation et de pillage et engendre une crise climatique, écologique, une « *ère des pandémies* » aux quelles le capital comme les États sont incapables de faire face.

Vers un nouveau capitalisme, « *sa réinitialisation* » ou son effondrement, la faillite ?

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié le 9 mars ses prévisions de croissance. Celle-ci devrait atteindre 5,6 % dans le monde en 2021 (contre 4,2 % prévus en décembre 2020) avant de légèrement se tasser à 4 % en 2022. Elle affiche un optimisme fondé sur la sortie de plusieurs vaccins et sur les plans de relance massifs mis en place par de nombreux États, particulièrement des États-Unis. Optimisme dont il est difficile de se convaincre. Rien ne dit que la vaccination permettra de maîtriser la pandémie, ses mutations et surtout que la relative maîtrise de la pandémie suffirait à sortir le capitalisme mondialisé du marasme. Ils rêvent d'un retour au monde d'avant en oubliant que la pandémie n'a été qu'un révélateur et un accélérateur de l'épuisement de leur système.

Faisant le parallèle entre la pandémie et la guerre, *Courrier international* cite à la une un magazine américain *Bloomberg Businessweek* : « *Le retour des Années folles ?* » comme si le monde allait connaître l'euphorie que connaissaient les USA au lendemain de la première guerre mondiale. Bruno Le Maire y va de son couplet : « *L'économie française retrouvera des couleurs très rapidement. [...]*Dès que les mesures de restriction sanitaire

seront levées » ... Cet optimisme affiché tente de conjurer un avenir sombre quelle que puisse être une éventuelle et très relative reprise d'ici la fin de 2021.

D'ailleurs l'OCDE prévient que cette hypothétique reprise sera ce qu'ils appellent une reprise en K, c'est-à-dire qu'une partie des entreprises tireront leurs capitaux du jeu alors que d'autres sombreront une fois les aides gouvernementales supprimées. Et c'est bien à cette issue incertaine que se prépare le patronat en licenciant et en remaniant l'appareil de production avec les aides de l'État pour faire face à la concurrence acharnée annoncée. Il ne sera plus possible aux États et aux Banques centrales d'empêcher les faillites comme ils le firent au lendemain de la crise de 2007-2008.

Les transformations à l'œuvre accentuent celles qui étaient à l'œuvre auparavant, notamment pour ce qui est du monde du travail encore plus précarisé et menacé par le chômage. Confronté à une baisse des gains de productivité du fait de la généralisation des nouvelles technologies et à des marchés incertains, les capitalistes tenteront de jouer la carte de l'automatisation. Ce faisant, ils ne résoudront rien. Pour compenser la hausse du capital fixe, ils chercheront non seulement à peser sur les salaires, mais sur les effectifs et les conditions d'emploi et de travail.

Dans les pays pauvres, même le FMI annonce une progression du travail informel et précaire. Dans les pays développés, l'horizon immédiat ce sont les licenciements et la généralisation de la précarité par le recours aux différentes formes de travail temporaire, la multiplication des autoentrepreneurs, le télétravail.

La sortie de la pandémie sera l'occasion d'un nouveau mouvement de concentration du capital, avec la disparition de petites entreprises particulièrement affectées par la crise sanitaire ou que les banques auront choisi de laisser disparaître, ou encore à cause des fusions-acquisitions au sommet.

Leur monde d'après sera bien leur monde d'avant en pire. Les tensions économiques et sociales exacerberont la concurrence internationale, l'accentuation de la guerre commerciale et des tensions entre les USA et la Chine, les conflits locaux ou régionaux, les guerres, une montée du militarisme.

La mondialisation, la formation d'une économie mondiale intégrée, l'affaiblissement de la propriété privée et des États nationaux accentuent les deux contradictions principales du capitalisme entre la socialisation de la production et des échanges et la propriété privée et l'État national ainsi qu'entre le développement sans limite de la production au regard d'une consommation limitée par le maintien des masses dans la misère, la surproduction opposée à la suraccumulation de capital.

L'État national se transforme en instrument au service du capital global et la guerre économique dont il se revendique se mène d'abord contre les travailleurs.

Parasitisme du capital, déroute sociale et écologique, le capitalisme a atteint un moment historique où il rencon-

tre ses limites. Cela ne signifie pas sa disparition mais sa survie dans des formes de plus en plus barbares qui pose de façon impérieuse la nécessité d'un nouvel ordre économique.

« Alors s'ouvre une époque de révolution sociale »

Cette faillite s'accompagne d'un nouvel essor des luttes de classes, sociales et démocratiques, qui, quant au fond, visent à réguler l'économie en fonction des besoins sociaux et du respect des droits démocratiques comme de l'environnement c'est-à-dire la lutte pour le socialisme, le communisme, seule issue pour l'humanité. Ainsi, nous entrons dans une période de transition entre un capitalisme en phase finale, en voie de décomposition, une crise globale qui ira jusqu'au bout de sa logique, et la construction par les travailleurs et les populations d'un nouvel ordre social.

Il devient de plus en plus difficile pour les classes dominantes de légitimer leur domination sans avoir recours à la répression de masse et une offensive réactionnaire, leur crise politique s'approfondit alors que la grande majorité des classes populaires perd toute confiance et doit faire face à des difficultés croissantes, que la jeunesse désespère de son avenir, que la misère et la détresse frappent de plus en plus de monde et menacent les classes opprimées.

Il y a, malgré le contexte, les pressions, la police sanitaire du pouvoir un essor de l'activité des masses indépendamment des appareils politiques et syndicaux déconsidérés comme en attestent aussi les révoltes et soulèvements qui secouent le vieux monde. Le besoin de comprendre, de trouver des réponses crédibles se formule plus ou moins explicitement, le besoin d'un programme pour s'unir, pour répondre à l'offensive réactionnaire, ne pas se laisser diviser pour offrir aux diverses formes de mécontentements et de révolte une perspective commune. Le sentiment aussi que face à la détermination des classes possédantes, ou de la radicalisation de façade de la vieille gauche faillie, il est nécessaire d'être offensif dans les luttes et surtout dans les objectifs et le programme.

Les mécanismes qui conduisent le capitalisme financiarisé à la faillite dictent au prolétariat son programme, la construction d'un nouvel ordre social où l'économie produise des biens utiles, des valeurs d'usage répondant aux besoins de la collectivité. Que le travail reprenne le contrôle de la marche de la production et de la société pour contrecarrer la démence sénile du parasitisme du capital et mettre les prodigieux progrès scientifiques et techniques au service de l'émancipation d'une humanité réconciliée avec la nature.

Yvan Lemaitre